

<https://ricochets.cc/RICOCHETS-soutien-le-media-Nantes-revoltee-menace-de-dissolution.html>



RICOCHETS soutien le média Nantes révoltée menacé de dissolution

- Les Articles -



Publication date: dimanche 6 février 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les pouvoirs aiment la liberté d'expression et la liberté de la presse ...tant que ça ne dérange pas trop l'ordre établi et que les médias les plus visibles se rangent du côté de l'Etat, des gouvernements et du capitalisme.

Ils aiment montrer qu'ils sont modernes et « démocrates » en laissant généreusement l'expression contestataire exister dans les interstices du rouleau compresseur marchand ...tant qu'elle reste minoritaire et recluse dans des recoins obscurs ou des secteurs de niches. Mais quand les médias libres porteurs d'émancipation sociale et de subversion politique ont de l'audience, pourraient dénoncer avec fracas les nombreuses exactions du système dominant, et qu'ils visibilisent et répercutent les révoltes latentes ou en cours, là c'est la répression, par la matraque ou le juridique.

Les médias libres ne cesseront pas de porter la plume dans les plaies

RICOCHETS est solidaire du [média Nantes révoltée](#), visé par une tentative de dissolution lancée par le gouvernement.

D'autres médias et des collectifs militants sont aussi visés par l'Etat et ses organes de répression. (voir plus d'infos ci-dessous).

RiCOCHETS comprend bien la situation puisque [nous sommes en ce moment visés par un deuxième procès qui concerne à nouveau la liberté d'expression et le droit de la presse](#).

Le média Nantes Révoltée est une source d'information importante, il doit continuer et s'amplifier encore. Nous avons pu voir d'ailleurs que beaucoup des posts et articles de Nantes révoltée étaient cités dans des articles publiés sur RICOCHETS.

Les médias libres ne cesseront pas de porter la plume dans les plaies.

Longue vie à Nantes révoltée, pour que les révoltes émancipatrices ne cessent jamais de s'amplifier.



RICOCHETS soutien le média Nantes révoltée menacé de dissolution

Réaction du réseau Mutu à la menace de dissolution de Nantes Révoltée

► [Soutien à Nantes Révoltée](#) - Réaction du réseau Mutu à la menace de dissolution de Nantes Révoltée.

Le 25 janvier le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, un ancien militant d'extrême-droite accusé d'agression sexuelle, faisait connaître son intention d'ouvrir la voie à une dissolution du média local d'information Nantes révoltée. La droite locale demandait déjà depuis quelques temps qu'on fasse taire ce média, elle semble avoir obtenu satisfaction. Si nous sommes habitué-e-s à voir le ministre s'agiter sans résultat, nous prenons très au sérieux la menace qu'il fait peser sur la presse libre. Pourquoi cette répression ? Nantes Révoltée explique :

(...)

Dans ce contexte, l'attaque contre Nantes Révoltée apparaît comme une étape de plus dans la course en avant du pouvoir vers un régime autoritaire. Macron a prévenu que son prochain mandat serait un mandat de casse sociale. Il semble avoir commencé à préparer le travail.

Nous apportons notre soutien aux camarades de Nantes Révoltée.

Que fleurissent mille Nantes Révoltée...

(...)

- ▶ [Une pétition de soutien à Nantes révoltée est en ligne](#)

Voici d'autres textes de soutien et des affaires similaires :

- [Nantes Révoltée, et nous avec elle](#) - Après l'annonce d'une procédure de dissolution contre Nantes Révoltée, une coordination de défenseurs de la liberté d'expression et de médias indépendants, dont Reporterre fait partie, signent cette tribune en soutien au média nantais.
- [La désinformation au quotidien : cas pratique](#) - On ne s'attendait à rien, mais on est quand même déçus - Pourquoi les médias indépendants sont-ils absolument nécessaires ? Un exemple concret, survenu cette semaine, en pleine tempête autour de la dissolution de notre média.
- [ON NE DISSOUT PAS LA RÉVOLTE - Soutien à Nantes Révoltée, menacée de dissolution par Darmanin](#) - Darmanin vient de lancer une procédure pour dissoudre le média autonome Nantes Révoltée. Siphonner les idées d'extrême droite ne lui suffit pas. En plus de contribuer à mettre les fascistes dans la rue, Darmanin tente aujourd'hui de dissoudre un média ayant relayé une manifestation antifasciste à Nantes vendredi 21 janvier.
- [Communiqués de presse du SNJ : Nantes Révoltée : un parfum de censure](#) - Le gouvernement a décidément un problème avec la liberté d'informer. Le 25 janvier, le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'il allait engager le processus de dissolution administrative du média indépendant Nantes Révoltée.
- [Les scélérats n'auront pas la peau de Nantes Révoltée !](#) - Après avoir engagé à marche forcée un processus de destruction de tout ce qui restait des libertés publiques après plusieurs décennies de casse sociale, la droite et l'extrême-droite au pouvoir entreprennent une politique implacable de censure et de neutralisation à l'encontre de l'opposition non parlementaire.
Le projet ultralibéral et totalitaire de Macron et de ses ministres affiliés à la droite dure, néo-conservatrice, et sortis du giron de groupuscules d'extrême-droite comme le GUD ou l'Action Française, atteint des proportions qui inquiètent même la presse étrangère, mais également les instances européennes et l'ONU, ce qui en dit long sur la menace envers la libertés qu'ils représentent. (...)
- [Dissolution possible du média Nantes Révoltée : l'autoritarisme s'étend](#) - Mardi 25 janvier 2022, l'ignoble Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur par ailleurs accusé de viols, annonçait avoir lancé la procédure de dissolution de Nantes Révoltée. Cette annonce vient intensifier le vertige autoritaire dans lequel nous sommes plongés depuis au moins une dizaine d'années. Au-delà de la solidarité évidente envers un autre média indépendant, nous comprenons bien, à Frustration Magazine, que l'interdiction d'un média n'est toujours qu'un début, et que si nous laissons faire bien d'autres suivront, pourquoi pas le nôtre un jour.
- [En annonçant vouloir dissoudre Nantes Révoltée, « ce gouvernement s'attaque à la liberté d'expression »](#) - Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé vouloir engager une procédure de dissolution à l'égard du site d'infos local et engagé « Nantes Révoltée ». En cause : le relais d'un appel à manifester contre l'extrême droite.
- [Réponse aux menaces de dissolution du Groupe Antifasciste Lyon et Environs](#) - Communiqué du Groupe Anti Fasciste Lyon et Environs à propos des récentes déclarations et en soutien à Nantes Révoltée.
- [Liberté de la presse : le média Nantes révoltée est menacé par le gouvernement](#) - Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé vouloir dissoudre le média de gauche Nantes révoltée. « C'est une offensive contre la liberté de la presse », réagissent ses membres.
- [Tentative de censure de la part du ministère](#) - Un bien curieux cadeau nous attendait mi-décembre : une lettre de mise en demeure de la part du ministère de la transition écologique, nous ordonnant de dépublier des listes de logements vides des bailleurs sociaux en France. Ces listes sont publiées ici et là. Petite explication dans l'article !



RICOCHETS soutien le média Nantes révoltée menacé de dissolution Montage de Nantes révoltée

4 LA DISSOLUTION ET LA PEUR DE L'ENNEMI INTÉRIEUR.

Face aux dissolutions tous azimuts du pouvoir envers ses 'ennemis intérieurs', il nous faut prendre du champ. Ce texte a été écrit dans cette humble tentative d'y voir plus claire, en remettant notamment en cause notre indignation à géométrie variable sur les dissolution du mandat Macron, ainsi qu'en essayant de voir le réel geste du pouvoir qui dissout. On y verra qu'il s'agit moins de réduire au silence que de se faire l'arbitre de ce qui est bon et mauvais.

Nous nous sommes - du moins certains d'entre nous - récemment réjouis des dissolutions de groupuscules fascistes tels que Génération identitaire ou des Zouaves sans prendre le temps de voir ce que ces actes signifiaient dans l'imaginaire et la symbolique. Sans prendre le temps de constater aussi leur inutilité matérielle.

L'histoire des dissolutions de groupuscules fascistes nous montre que ces derniers ont toujours su se reformer et perdurer.

Se satisfaire de la dissolution de nos ennemis ne doit pas être considéré comme une victoire dans la temporalité où nous nous situons, mais comme la douce continuité de la contre-révolution en cours. Si nous devons lutter contre les organisations racistes et fascistes, le fait que celles-ci soient dissoutes par leur homologue étatique ne fait partie que de cette grande politique de la peur que nous subissons depuis tant d'années (depuis 2016 ? 2005 ? 2001 ?) Une partie de la population est désormais vent debout face à la tentative de dissolution du média indépendant et engagé Nantes Révoltée.

Nous devons pour commencer nous rendre à l'évidence que notre indignation à géométrie variable sert le pouvoir et sa toute-puissance. D'abord ils ont dissous nos ennemis, nous nous sommes réjouis. Ensuite ils ont attaqué des groupes qui ne nous touchaient pas, nous n'avons rien dit. Et désormais...

Nous sommes restés pantois et trop peu scandalisés des dissolutions d'associations musulmanes telles le CCIF. Pire, une part importante de la population s'en est réjoui tombant dans le piège de la confusion imposée par l'État : faire passer une association luttant contre les discriminations islamophobes pour un groupe radicalisé et prêt au pire.

La gauche républicaine laïcarde jusqu'à l'extrême droite travaillent depuis des années et main dans la main à mettre l'ensemble des pensées et des pratiques d'une religion dans le même panier dans le but de créer l'ennemi intérieur. Afin de faire passer le plus noble des croyants pour un dangereux salafiste-takiriste (Salafisme= Courant fondamentaliste de l'islam, qui prône aujourd'hui un retour à la religion pure des anciens en recourant à une lecture littérale des sources, le takfir à tous les moyens prosélytes y compris attentats).

Ainsi, le but n'est plus tant de s'attaquer au terrorisme que de s'attaquer aux associations et donc aux communautés musulmanes dans leur intégralité.

Par chance, ces actes de dissolution - imbriqués dans une stratégie de la peur désormais diffusée dans l'ensemble des pratiques du pouvoir- révèlent par la même occasion - si nous voulons rester positif - la peur de l'État face à l'auto-constatation de sa décrépitude.

6 PETITE HISTOIRE DE LA DISSOLUTION

Les organisations fascistes dissoutes ont depuis la tentative de coup d'État le 6 février 1934 - où des royalistes tentent de s'emparer de l'Assemblée - été la cible de dissolutions ponctuelles, toujours dans des temps d'opportunisme politique.

Si la possibilité de dissoudre des organisations est inhérente à la loi de 1901, celle-ci a été renforcée au fil des décennies. A commencer par la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées qui fut promulguée afin de donner au président de la République la possibilité de dissoudre certains groupes présents sur le territoire français pour ses activités, sa forme d'organisation, ou ses objectifs.

La dissolution d'une dizaine d'associations fasciste, a été conjointement possible, grâce à l'extension des pouvoirs de dissolution de toutes les organisations.

Ainsi, dans les années 50 et 60, les associations et groupes vietnamiens, camerounais ou algériens ont subi des vagues de dissolution dans les contextes de guerres coloniales et d'indépendance (Guerre d'Indochine (1946-1954), guerre d'indépendance au Cameroun (1955-1962), guerre d'Algérie (1954-1962).

Elles ont toutes, à la sortie de la seconde guerre mondiale et dans les contextes de guerre d'indépendance connu le même sort pour avoir soutenu leurs confrères luttant contre l'armée coloniale française.

À la tombée du printemps 1968 c'est une dizaine d'organisations d'un communisme révolutionnaire qui furent dissoutes.

Permettant d'affirmer le triomphe du pouvoir sur la fièvre révolutionnaire.

Voyez plutôt les similitudes de ses dissolutions historiques avec celles d'aujourd'hui : Groupes fascistes, communautés, communistes révolutionnaires.

Voyez plutôt ce qui pousse le pouvoir à user de l'arme de la dissolution : une ébullition révolutionnaire, une tentative de coup d'État fasciste, une guerre indépendantiste.

En d'autres termes, ses peurs et sa fragilité face à des groupes au potentiellement subversif. Les moments où il ne contrôle plus ses ennemis, lorsque le pouvoir est faible, lorsqu'il redoute : il atomise.

Depuis 2016, plus de 60 associations principalement musulmanes, mais également d'extrême droite, ont été dissoutes.

Et il n'y a jamais eu autant de dissolutions que durant le quinquennat de Macron. Depuis la loi séparatisme et la

dissolution notamment de Baraka City et du CCIF, les possibilités de dissolution ont été encore plus élargies. Comme en 1936.

En septembre dernier, la Ligue de Défense Noire-africaine qui propose une critique radicale de la colonisation était dissoute pour avoir repeint un mur.

Il faut pour le pouvoir de nouveau dissoudre « l'ennemi intérieur » de manière industrielle. Il faut faire peur. Désorganiser. Foutre la pagaille. Mais surtout, imposer sa définition du bon et du mauvais pour asseoir son autorité.

L'intensité des dissolutions actuelles, équivalente voire supérieure à 1934, aux années 50 ou encore à juin 1968 révèle une chose : le pouvoir a si peur de ses « ennemis intérieurs », si peur de sa population, qu'il ne trouve d'autres portes de sortie que de réduire au silence toute voix contestataire.

6 LE GESTE DE DISSOUDRE : AUTORITÉ ET ARBITRAGE.

L'un des éléments les plus importants à prendre en compte dans ce choix politique est la manière de mettre au même niveau des organisations totalement opposées dans leurs objectifs. En renvoyant dos à dos, dans un non sens politique, l'antiracisme et le racisme, l'antifascisme et le fascisme ou encore en criminalisant l'appartenance à une communauté.

Il faut bien comprendre le geste du pouvoir qui se place en arbitre dans un intérêt d'asseoir son autorité et de définir le bien et le mal selon ses propres codes.

Ainsi, se satisfaire de la dissolution de nos ennemis ne doit pas être considéré comme une victoire. Évidemment nous n'allons pas nous battre pour que des groupes de nazis puissent s'exprimer (Bolloré s'en charge déjà).

Cependant, il est extrêmement dangereux de se satisfaire des décisions d'un État raciste. Génération Identitaire a par exemple gagné idéologiquement au sein de la classe politique dominante de gauche comme de droite.

Le groupe se retrouve diffus dans Génération Z par exemple, et tout simplement dans les discours repris sur l'ensemble des plateaux télévisés. Ainsi, Damien Rieu, co fondateur et porte parole de Génération Identitaires, n'a ainsi pas disparu du paysage médiatico fascisant : il fait désormais partie de la campagne de Zemmour dont tous les thèmes de prédilection sont devenus les enjeux des dernières campagnes présidentielles (immigration, sécurité, identité nationale et islam).

Pire encore, une partie de son programme politique est aujourd'hui appliqué par ce même gouvernement qui les dissout et a trouvé écho dans les gouvernements précédents (Sarkozy et Hollande). Mais Darmanin, l'antisémite et l'islamophobe, peut faire passer la Macronie comme une alternative raisonnable, modérée voire même soi-disant progressiste en rempart face aux extrêmes de cette manière là.

Pour aller plus loin et penser que le processus est le même lorsque le CCIF, la CRI, ou lorsqu'il s'agit d'organisations plus proches des Frères musulmans. Quand tout est mis dans le même panier que les takfiristes (branche violente et non légaliste du salafisme), il y a pour but de créer une confusion totale : faire le tri des « bons » et « mauvais » musulmans en fonction de leur compatibilité avec les valeurs d'une république historiquement raciste. Par là même, les associations aux approches 'gauchisantes' luttant contre les discriminations telles le CCIF ou l'empire colonial comme la LDNA doivent être dissoutes au même titre que les groupuscules les plus crades de l'extrême droite qui s'arme et qui tue. On se souvient en 2013 de la dissolution de troisième voie suite au meurtre du camarade Clément Meric.

Dans ce lot, les musulmans, qu'ils soient désignés en tant qu'« islamo-gauchistes », libéraux ou conservateurs, seront tous perdants et mis dans le même panier. Il n'y a aucune apologie au terrorisme mais quand bien même,

croire, pratiquer c'est déjà suspect, alors s'organiser en groupe pour exister en tant que communautés, n'en parlons pas. Paradoxal pour un État complètement de mèche avec les pays du Golf d'obédience wahhabite, Arabie Saoudite en tête. (wahhabisme = doctrine de l'Islam sunnite prêchant un retour à l'interprétation littérale du Coran et voulant fonder en Arabie un état théocratique.)

Nous devons continuer à militer pour empêcher la dissolution de Nantes Révoltée, et nous devons lutter pour d'autres comme le Groupe Antifasciste Lyon et Environs, également menacé. Mais rappelons que nous aurions dû être des milliers dans la rue pour soutenir le CCIF étant donné que rien ne pouvait justifier sa dissolution comme c'est le cas pour beaucoup d'autres organisations musulmanes.

Il faut garder en tête également que derrière cette mécanique tous azimuts de dissolution, se cache une volonté de criminaliser ceux qui, via un média ou une asso, promeut des idées anarchistes, libertaires et/ou révolutionnaires. Alors que, dans la mesure où il n'y a pas d'appel au meurtre ou à la haine, un citoyen (et donc un groupement de citoyens) a tout à fait le droit de prôner des idées anarchistes, voire révolutionnaires.

Et qu'aujourd'hui, espérer une révolution dans un monde aussi inhumain, c'est faire preuve d'humanité et de bienveillance.

Il faut également s'indigner et lutter contre le mécanisme de l'État qui consiste depuis plusieurs années à court-circuiter la justice pour prendre des mesures liberticides de façon « administrative ».

Les Ultras dans le foot ont été les premiers à vivre ce type de « condamnations » sans passage par le juge. Ces groupes, bien que pour la plupart non politisés, ont développé une autonomie très forte dans leur mode de fonctionnement, et devenaient de véritables contre-pouvoir dans le monde foot business. Il s'agissait donc de détruire ces poches de contestation, d'autonomie et de contre-culture.

Depuis, les différentes lois, état d'urgence et mesures anti terroristes ont étendu à toute une partie des franges contestataires cette stratégie de « l'interdiction administrative ». Si l'on ne renverse pas cette tendance, l'État sera en mesure de museler et de réprimer tous ceux qui le dérangent, et ce sans qu'une instance indépendante (où censée l'être) ne puisse intervenir.

Les dissolutions nous forcent à prendre une position manichéenne. Pour ou Contre. Nos réactions face aux dissolutions nous positionnent soit contre l'état soit avec l'état. A ce jeu nous savons où nous devons être.

La seule dissolution que nous souhaitons est celle du racisme, du capitalisme, de l'autoritarisme et donc du pouvoir en place.

Post de Nantes révoltée - 3 février 2022